# PETER HITCHENS : Qui a commencé cette sale guerre ? Pourquoi n’avons-nous pas pris le parti de la démocratie contre la foule de Kiev ?

Par PETER HITCHENS POUR THE MAIL ON SUNDAY
**PUBLIÉ :** 02h06 GMT, le 25 février 2024 | **MIS À JOUR:** 10h32 GMT, 25 février 2024

Cela fait dix ans, et non deux ans, que la guerre en Ukraine a commencé. Et une fois que vous avez compris cela, vous pouvez commencer à y réfléchir clairement. Quel est l’intérêt de la Grande-Bretagne dans ce conflit ? Pourquoi tant de politiciens et de médias applaudissent-ils le carnage qui a dévasté l’Ukraine, le pays qu’ils prétendent aimer et admirer ? Qu’est-ce que l’Ukraine en a retiré ? Qu’est-ce que l’Ukraine et son peuple peuvent en tirer ?

Je demande seulement que vous utilisiez votre esprit plutôt que vos émotions. Commençons par ce qui s'est passé il y a dix ans. Cela devrait être choquant.

En 2014, l’Ukraine disposait d’une démocratie rudimentaire mais fonctionnelle. Cela a fonctionné parce que le pays était divisé à parts égales entre l’est et l’ouest. Le pouvoir a basculé d’un côté à l’autre et, en 2010, Viktor Ianoukovitch a remporté l’élection présidentielle avec 12,5 millions de voix, battant sa plus proche rivale, Ioulia Timochenko, qui en a remporté 11,6 millions.

Contrairement aux élections précédentes de 2004, personne n’a sérieusement contesté le résultat. Ainsi, en février 2014, Ianoukovitch était le chef légitime de l’État, avec deux ans de mandat.

Si nous croyons, comme nous le disons tous, à la démocratie, alors c’est un fait presque sacré. Le dégoût généralisé et justifié face à l’invasion du Capitole américain par les partisans de Trump le 6 janvier 2021 repose sur la conviction que le pouvoir repose sur les votes et non sur la force.

Il n’y a pas de distinction plus claire entre les démocraties et les autres. Les perdants doivent respecter le résultat. S’ils le contestent, ils doivent utiliser des méthodes légales. Mais en général, s’ils n’aiment pas celui qui est au pouvoir, ils doivent attendre les prochaines élections.

Il n’y a guère d’homme politique ou de commentateur en Grande-Bretagne qui n’ait pas dit exactement cela à un moment de sa vie. C'est ce qu'on appelle le « consentement des perdants ». Nos vies ordonnées en dépendent et nous ne pouvons pas la trahir ici ou à l’étranger.

Mais nous arrivons maintenant à une grande exception. En février 2014, une foule violente s’est infiltrée et a fini par dominer ce qui était à l’origine de véritables manifestations démocratiques dans la capitale ukrainienne, Kiev.

Il y a beaucoup de choses obscures dans ces jours amers, y compris les mystérieuses fusillades contre des membres de la foule. Disons simplement qu'il existe un sérieux différend quant à la responsabilité, qui n'a pas encore été résolu.

Des manifestants militants se rassemblent dans les rues de la capitale Kiev début 2014 à l'approche du renversement du chef d'État élu de l'Ukraine.

Lors d'une conversation téléphonique divulguée (et non démentie), le ministre estonien des Affaires étrangères, Urmas Paet, a déclaré à la chef de la politique étrangère de l'UE, Catherine Ashton, qu'il y avait « une compréhension de plus en plus forte » du fait que « derrière les tireurs d'élite, ce n'était pas Ianoukovitch, mais quelqu'un de la nouvelle coalition ».

Un rapport de l'ONU (publié le 15 juillet 2014) concluait que 103 manifestants et 20 policiers étaient morts lors de ces événements. Je pense qu'au moins certains des manifestants étaient armés, et la mort de 20 policiers suggère une violence assez violente de la part des manifestants.

Au milieu de tout ce bain de sang, deux efforts sérieux ont été déployés pour parvenir à une issue pacifique et légale. Le premier a été détruit, peut-être délibérément, lorsque les manifestants ont répondu mardi 18 février en incendiant le siège du parti de Ianoukovitch. Dans la nuit du jeudi 20 février, les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, de Pologne et de France se sont rendus à Kiev pour négocier un accord avec le président ukrainien en difficulté.

Le 21 février, cet accord a été signé par le président, par trois hauts responsables de l'opposition anti-Ianoukovitch, en présence des trois ministres de l'UE.

Ianoukovitch a proposé une réécriture de la constitution pour convenir à l'opposition ; un nouveau gouvernement ; élections présidentielles anticipées (au plus tard en décembre 2014) ; et une enquête impartiale sur la violence (qui n'a jamais eu lieu). Toutes les parties ont renoncé à l'usage de la force.

Mais ce vendredi soir, l'accord a été présenté à la foule réunie au Maidan, un organe non élu sans autorité constitutionnelle ou démocratique. Ils ne représentaient certainement pas la partie orientale du pays.

Leurs chefs l'ont rejeté et ont menacé de « prendre les armes et de se rendre » à la résidence de Ianoukovitch s'il ne se retirait pas le lendemain matin. Les dirigeants de l'opposition qui

avaient signé l'accord se sont effondrés et n'ont fait aucun effort pour le défendre face à la colère hurlante de la foule.

Des manifestants antigouvernementaux gardent le périmètre de la place de l'Indépendance en février 2014 à Kiev, en Ukraine.

Ianoukovitch, dont la protection sécuritaire s'était effondrée, a quitté Kiev. Mais il n'a pas démissionné et n'a pas quitté le pays. Un livre récent du très respecté historien ukrainien Serhii Plokhy montre sans aucun doute que le président élu était toujours en fonction et en Ukraine lorsque le Parlement a voté pour sa destitution. Le vote était illégal, car les députés ne disposaient pas des voix nécessaires pour le faire en vertu de la constitution. Mais ils ont quand même continué.

Ainsi, à la violence antidémocratique a succédé l'anarchie. L'offre d'élections anticipées a été écartée (la foule craignait-elle que sa faction les perde ?). Ainsi, une foule a renversé un chef d'État légitime. Et voici le test choquant. Les pays occidentaux, y compris la Grande-Bretagne, auraient dû condamner cette action. Ce sont normalement des défenseurs vigilants du droit et de la démocratie partout dans le monde, n'est-ce pas ? Mais dans ce cas-ci, ils ont toléré le coup d'État.

Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, William Hague, a fait une déclaration totalement inexacte à la Chambre des communes le 4 mars 2014. Il a déclaré que Ianoukovitch avait été démis « par les très larges majorités requises par la constitution ». C'est tout simplement faux. C'est pourquoi l'affirmation suivante du futur Lord Hague selon laquelle « il est erroné de remettre en question la légitimité des nouvelles autorités » a gravement induit le Parlement en erreur.

J'en ai parlé à Lord Hague. Après qu'il soit devenu clair qu'il n'avait aucune bonne défense pour ses actes, il a arrêté de me répondre et s'est tu. Pathétiquement, une lettre maladroite que j'avais envoyée à son adresse officielle m'a été renvoyée, ornée d'un autocollant disant qu'il n'y était pas connu. Si nous avions eu une véritable opposition dans ce pays, il n'aurait jamais pu s'en tirer sans problème. Mais ce n'est pas le cas.

Les événements de février 2014 ont divisé l'Ukraine et déclenché une sale petite guerre dans l'est du pays au cours de laquelle (entre autres tragédies et horreurs) de nombreux civils sont morts aux mains de l'armée ukrainienne. La dégoûtante invasion russe d'il y a deux ans, indéfendable et barbare, constituait la deuxième étape de la guerre, et non son début.

Bien sûr, je ne sais pas qui, le cas échéant, était à l'origine du renversement de Ianoukovitch. Toutes sortes d'hommes politiques et de services de renseignement occidentaux traînaient à Kiev à cette époque. Et l'Occident a ouvertement trahi ses propres principes pour fermer les yeux et pardonner ce terrible événement. Mais cela ne prouve bien sûr pas qu'une nation occidentale ait soutenu le coup d'État contre Ianoukovitch.

Néanmoins, j'estime que toute force extérieure ayant soutenu ce putsch est tout aussi coupable d'agression et de bellicisme que l'est Poutine en Russie. Pensez-y lorsque vous écoutez toutes ces voix fortes et sûres qui exigent que nous continuions à alimenter cette guerre, dans laquelle des Ukrainiens meurent quotidiennement pour des principes démocratiques que nous ne soutenons en fait pas.